

Le 12 juillet 2012

Communiqué de presse de Jean-Pierre BLAZY
Député-Maire de Gonesse

**Jean-Pierre BLAZY à l'usine de PSA Aulnay :
« Nous devons nous battre aux côtés des salariés pour exiger le maintien de l'usine, de la
production et des emplois »**

Jean-Pierre BLAZY était présent aujourd'hui aux côtés des salariés à Aulnay suite à l'annonce de la fermeture du site par le Président du directoire du groupe PSA, Philippe VARIN. Une partie de l'usine se trouve sur le territoire de la commune de Gonesse.

Jean-Pierre BLAZY « condamne cette décision qui constitue une catastrophe humaine pour les 3600 salariés directs et leurs familles et une catastrophe économique pour le territoire de la Seine-Saint-Denis et de l'Est du Val d'Oise. » Il dénonce également l'attitude du groupe qui a démenti pendant plus d'un an les rumeurs de fermeture alors même qu'une note interne programmant la fin de l'activité avait été rendue publique en juin 2011.

En réalité, pour Jean-Pierre BLAZY, cette note interne « démontre que la fermeture annoncée aujourd'hui n'est pas liée à la conjoncture mais à une véritable stratégie du groupe ». Cette note de juin 2011 faisait en effet suite à une année 2010 marquée par des ventes records pour le groupe PSA.

De plus, les promesses faites par Philippe VARIN ce matin n'ont aucune crédibilité et de nombreuses questions restent en suspens :

- **sur les reclassements** : le groupe PSA ne parle que de reclasser les 3000 CDI et oublie les 600 autres salariés travaillant à Aulnay. Les 1500 reclassements annoncés à Poissy sont illusoires dans la mesure où le groupe a déjà communiqué sur le sureffectif de 650 salariés sur ce site qui lui-même compte 1000 CDD et intérimaires qui devraient également être licenciés. Quant aux reclassements dans le bassin d'emploi, celui-ci connaît déjà un taux de chômage bien supérieur à la moyenne nationale.
- **Sur la revitalisation du site** : le groupe s'engage sur « un dispositif exceptionnel de revitalisation du site vers des activités liées à l'industrie et à l'automobile ». Pour Jean-Pierre BLAZY, il ne s'agit en réalité que de mots qui ne reposent sur rien d'autre que la nécessité de tenter de rassurer des élus qui connaissent les conséquences d'une telle décision.
- **Sur le nombre de C3 restant à produire** : des chiffres contradictoires ont circulé alors qu'il s'agit d'une information essentielle pour déterminer la durée de la production de la C3.

Pour toutes ces raisons, le plan annoncé par le groupe PSA est inacceptable. Le Gouvernement doit obtenir la suspension de la décision de fermeture par le groupe afin de :

- vérifier rapidement la situation réelle de PSA, c'est la mission de l'expert gouvernemental Emmanuel SARTORIUS,
- permettre au plan de relance de l'automobile annoncé ce matin par le Premier ministre de porter ses effets et de soutenir l'activité des sites industriels
- permettre au Gouvernement de mettre en œuvre les réformes en cours de discussion avec les partenaires sociaux sur la compétitivité des entreprises

Pour Jean-Pierre BLAZY, « le gouvernement ne peut soutenir l'industrie automobile que si celle-ci fait des efforts et prend des engagements pour préserver les usines et les emplois existants. C'est le moins que l'on puisse attendre d'une filière qui a reçu autant d'aides publiques et c'est la raison pour laquelle l'action des syndicats doit être soutenue ».